

DOSSIER
« L'ALGERIE APRES BOUTEFLIKA ?
ET MAGHREB »



espritcors@ire

observatoire de la défense et de la sécurité

Réalisé par l'association espritcors@ire

<https://espritsturcouf.fr>

Au moment où la politique de la France vis-à-vis de l'ALGÉRIE envoie des signaux contradictoires :

- d'une part, la décision du président Macron de reconnaître la «responsabilité de l'État français» dans la mort de Maurice Audin, et l'existence d'un «système» de torture «institué légalement» par l'armée coloniale pour terroriser les indépendantistes algériens ;
- d'autre part, un décret présidentiel du 20 septembre 2018, le président Macron a promu une vingtaine de harkis aux ordres de la Légion d'honneur et du Mérite ;
- ou la décision du gouvernement français de ne plus assurer la protection de l'ambassade d'Algérie à Paris, et en application du "principe de réciprocité", les autorités algériennes auraient levé la protection policière sur les bâtiments diplomatiques français en Algérie ;
- et selon Bernard Bajolet, ancien ambassadeur de France en Algérie (2006-2008), ex-patron de la DGSE (2013-2017), le président Bouteflika serait «maintenu en vie artificiellement».

SOMMAIRE

1. ALGÉRIE : REMONTER AUX CAUSES DU TERRORISME	
<i>Par Richard Labévière, Rédacteur en chef</i>	2
2. L'ARMÉE ALGÉRIENNE PEUT-ELLE SORTIR LE PAYS DE LA CRISE ?	
<i>Par Bernard Lugan, Historien africaniste</i>	5
3. L'ALGÉRIE ET LA FRANCE : LA RELATION OBLIGÉE	
<i>Par Yves Bonnet, Préfet de région honoraire, Ancien président du groupe d'amitié parlementaire France-Algérie</i>	8
4. L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE : UNE RECONVERSION DÉLICATE À RÉUSSIR.	
<i>Par René Occhiminuti, Économiste</i>	10
5. ALGÉRIE : RAPPORT D'ÉTONNEMENT	
<i>Par Pierre JOUCLA, André et Réjane GALY, Michèle NAVAS, Membres de l'association espritcors@ire</i>	14
6. REDÉCOUVRIR LE MAGHREB	
<i>Par le CLUB DES VINGT</i>	16

ALGÉRIE : REMONTER AUX CAUSES DU TERRORISME

Par Richard Labévière,
Rédacteur en chef

Richard Labévière, dans ce BILLET remonte aux causes du terrorisme en reprenant les thèmes du livre récemment publié : « Les Voies de la paix – Rahma, concorde et réconciliation dans le monde »¹ d’Ammar Belhimer pour restituer l’expérience algérienne en matière de contre-terrorisme et de retour à la paix.

Ammar Belhimer est Docteur en droit, professeur à l’université d’Alger-1, il est essayiste et chroniqueur du quotidien *Le Soir d’Algérie*. Auteur de plusieurs ouvrages en langues arabe et française, Ammar Belhimer a, notamment publié « *La Dette extérieure de l’Algérie : une analyse critique des politiques d’emprunts et d’ajustement* »², « *Les Printemps du désert* »³ et « *Les Dix nouveaux commandements de Wall Street* »⁴.

L’universitaire n’en délaïsse pas pour autant l’actualité quotidienne de son pays, du Maghreb et plus largement de la Méditerranée, des Proche et Moyen-Orient. Au carrefour de ses grandes compétences en droit, en économie politique et relations internationales, Ammar Belhimer a recherché les causes profondes de *La Décennie sanglante* (1988 – 1998) – une guerre civile très meurtrière déclenchée par des Islamistes algériens et étrangers bien avant l’interruption du processus électoral en décembre 1991 – afin de restituer l’expérience algérienne en matière de contre-terrorisme et de retour à la paix. Qu’elles succèdent à des périodes de dictatures ou qu’elles résultent de conflits internes, d’ordre ethnique ou théocratique, les politiques de réconciliation visent partout à initier un dialogue entre protagonistes pour panser les blessures, réparer les dégâts matériels, physiques et psychologiques, avant de retrouver le chemin du développement, de la démocratie et des libertés.

De l’Afrique du Sud au Maroc en passant par la Birmanie et l’ex-Yougoslavie, ces politiques révèlent une grande diversité de voies et moyens susceptibles de réconcilier les parties et forces en présence pour les ramener à une paix retrouvée, durable et constructive. Le modèle algérien de dialogue, de concorde et de réconciliation déroge au kit usité de « vérité et réconciliation », élaboré par les organisations internationales des droits de l’homme en empruntant une voie référendaire (pour une solution négociée et consensuelle) sur la base d’un texte juridique singulier et inédit : la Charte pour la paix et la réconciliation.

Mais avant de nous traduire soigneusement cette voie algérienne, Ammar Belhimer interroge les causes du terrorisme, de la violence radicale et leurs développements dans le monde des années 1980, c’est-à-dire bien avant les attentats du 11 septembre 2001. Il s’agit d’abord de sonder les lendemains de dictatures en Espagne, au Chili, dans l’Allemagne de la chute du Mur, en Afrique du Sud après l’apartheid, au Rwanda après les génocides, en Bosnie ou en Tunisie. Plus en amont encore, Ammar Belhimer interroge les responsabilités du wahhabisme saoudien et les « réformes » du jeune prince héritier Mohammed ben Salman (MBS) en visitant les effets destructeurs de cet islamisme du chéquier en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, en Malaisie-Singapour, en Indonésie et aux Philippines. Et puis ce seront les attentats du 11 septembre 2001, quand l’Occident découvre soudainement la violence de l’Islam radical par qu’elle vient de frapper le cœur du territoire des Etats-Unis. Médiatisée globalement, l’attaque va provoquer

une « guerre globale contre la terreur » qui tournera vite au fiasco en augmentant le mal qu'elle était censée combattre, alimentant de multiples *disputatios* sur le djihadisme, les Musulmans de gauche, les islamo-gauchistes, la déradicalisation, la laïcité et la lutte anti-terroriste, autant d'objets et rhétoriques qui vont occuper le devant des scènes médiatiques, universitaires et politiques sans pour autant éclaircir le contenu des dossiers en question. Tout au contraire, cet empilement de problématiques liées au terrorisme et à la sécurité va générer une économie spécifique et profonde, parfaitement conforme aux procédures inhérentes à la mondialisation néo-libérale. « L'apport des 'réseaux sociaux' à la radicalisation, à la conversion et au recrutement des jeunes européens témoigne largement de cette donne. « Analysant le 'choix cornélien' entre sécurité et liberté, entre guerre et mesure policière, entre dispositifs législatifs réguliers et d'exception au cœur des politiques anti-terroristes, les Algériens ont été des précurseurs en la matière, en se divisant entre éradicateurs et réconciliateurs », souligne Ammar Belhimer.

PAIX ET DERADICALISATION EN ALGERIE

Il fallait d'abord corriger nombre d'idées reçues et de contre-sens sur cette « deuxième guerre d'Algérie » et déconstruire aussi les figures propagandistes des grands médias français (ces informations partiales qu' ESPRITSURCOUF souhaite corrigées) , inventeurs du fameux « Qui-tue-qui ? ». Cette fantasmagorie attribuait les attentats islamistes à... l'armée algérienne, cherchant ainsi à se maintenir au pouvoir !!! Il fallait le trouver et oser l'affirmer !!! Cette presse d'influence a engagé plusieurs pays européens à accueillir des égorgeurs de l'ex-FIS (Front islamique du salut) et des GIA (Groupes islamiques armés) au nom de la démocratie et de la défense des droits de l'homme. Si elle a été consciencieusement ostracisée et dénaturée par la grande presse internationale, *La Décennie sanglante* ne s'est pas, pour autant, déroulée en vase clos. Ammar Belhimer passe en revue acteurs, protagonistes proches et plus lointains dont les Comité des droits de l'homme de l'ONU, les ONG et les médiateurs comme ceux de la communauté de Sant 'Egidio. C'est à la lumière de différents contextes politiques nationaux et internationaux qu'il s'agit aussi de restituer les fondements de la voie algérienne : traitement initial, loi sur le terrorisme et la subversion, ordonnances « Clémence et repentance », accompagnements institutionnels en matière de droits de l'homme, enfin textes « Clémence et concorde civile ». En juillet 1999, trois mois après son arrivée au pouvoir, le président Abdelaziz Bouteflika fait adopter par le parlement une loi sur « la concorde civile », qui sera, par la suite, approuvée par référendum le 16 septembre 1999. Il s'agit de la loi numéro 99-08 du 13 juillet 1999 relative au rétablissement de la concorde civile. Son objet : « des mesures particulières en vue de dégager des issues appropriées aux personnes impliquées et ayant été impliquées dans des actions de terrorisme ou de subversion qui expriment leur volonté de cesser, en toute conscience, leurs activités criminelles en leur donnant l'opportunité de concrétiser cette aspiration sur la voie d'une réinsertion civile au sein de la société ». Ainsi, les personnes qui cessent toute activité de terrorisme, en avisent les autorités compétentes et se présentent à elles, bénéficient – selon le cas – de l'une des mesures suivantes : « l'exonération des poursuites, la mise sous probation, l'atténuation des peines et l'exonération des poursuites ». La mise en œuvre de ces différentes mesures n'a pas été sans problème, toujours est-il qu'hormis quelques queues de réseaux, notamment dans le sud du pays, l'activité terroriste a été globalement éradiquée en Algérie. Le ministre des Affaires religieuses Mohamed Aïssa a lancé plusieurs programmes de déradicalisation qui ont intéressé plusieurs pays dont... les Etats-Unis. Néanmoins, des concessions – comme la fermeture de débits de boissons alcoolisées – ont dû être faites aux islamistes et à plusieurs de leurs organisations qui ont

renforcé leur emprise dans les quartiers et la rue algérienne. En définitive, conclut Ammar Belhimer, la lutte contre le terrorisme et l'ouverture des voies de la paix ne dépendent pas d'un coup de baguette magique, ni de formules incantatoires. « Les politiques de réconciliation résultent nécessairement de compromis entre belligérants (...) Ces politiques n'offrent pas de kit(s) prêt(s) à l'emploi, mais résultent bien plus souvent d'une sorte de 'tâtonnement walrasien': les parties en conflit se jaugent, pèsent leurs forces et leurs faiblesses, évaluent leurs intérêts réciproques pour parvenir à des compromis et des solutions négociées plus ou moins durables et acceptables pour tous. Elles y parviennent d'autant mieux (au moindre coût) et vite que leurs échanges auront été libres et conscients ». On a souvent eu l'occasion de l'écrire ici, dans ces colonnes : le contre-terrorisme n'est pas une science exacte mais nécessite d'abord une mobilisation résolue d'appareils d'Etat nationaux volontaires. Avec douleur mais détermination, l'Algérie (dans une grande solitude internationale) a fait face à l'une des offensives terroristes les plus meurtrières de l'histoire contemporaine. Sa résistance et ses ripostes ont valeur d'exemples et nous transmettent nombre d'enseignements. Le livre d'Ammar Belhimer en constitue *Le discours de la méthode*. Il ouvre des perspectives et forgent des moyens de riposte à mettre en œuvre face à une mondialisation sauvage qui génère – organiquement – la violence terroriste, la casse des Etats-nations, de leurs services publics, de leurs politiques de redistribution sociale et, en dernière instance, de leur souveraineté.

¹ Ammar Belhimer : *Les Voies de la paix – Rahma, concorde et réconciliation dans le monde*. ANEP – Editions, 1^{er} semestre 2018.

² Casbah-Editions, 1998.

³ ANEP-Editions.

⁴ ANEP-Editions, 2017.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

**Le site Proche & Moyen-Orient est répertorié
dans la rubrique Revues et Lettres de la "Communauté Défense et Sécurité"
d'ESPRI SURCOUF.fr**

Cliquez [ici](#)

[Retour au sommaire](#)

L'ARMÉE ALGÉRIENNE PEUT-ELLE SORTIR LE PAYS DE LA CRISE ?

*Par Bernard Lugan,
Historien africaniste*

L'Algérie est-elle au bord de l'écroulement comme le pronostiquent certains ou bien la résilience de la population est telle, que le pouvoir – lire le clan Bouteflika -, va réussir à se maintenir aux affaires ? L'avenir le dira.

C'est l'objet de ce FOCUS du n° spécial : ALGÉRIE : APRÈS BOUTEFLIKA ?

C'est dans ce contexte de crise majeure aggravée par l'incapacité Peut-être encore plus grave que la crise du régime, c'est sa légitimité qui s'effiloche petit à petit avec la disparition de la génération de l'indépendance et le vieillissement de son discours officiel aujourd'hui en total décalage avec les aspirations de la jeunesse. Au lieu de tenter de sortir le pays de la crise majeure qu'il traverse, le clan présidentiel utilise à son seul profit les moyens de l'Etat dans une sorte de fuite en avant destinée à assurer sa survie. Celle-ci pourrait se faire à travers une auto-succession qui permettrait à Saïd Bouteflika, Age de 59 ans, et « président bis » depuis le mois d'avril 2013, date du premier AVC de son frère, de se faire élire à la faveur d'un scrutin « arrange Ses trois frères, sa sœur – tous quatre conseillers à la présidence -, et leurs affidés, savent qu'ils vont vivre des moments difficiles dans les heures qui suivront son trépas. Le président ne doit donc pas mourir tant que les clans qui, dans l'ombre, dirigent l'Algérie, ne seront pas parvenus à un accord permettant une succession contrôlée. Et pour assurer cette dernière, Saïd Bouteflika a pris en mains le FLN, a évincé le général Mediene dit Toufik, le tout-puissant patron des Services, le DRS, et a noué une alliance avec le chef de l'armée, le général Ahmed Saïd Galah, tout en s'appuyant sur les oligarques.

LES OLIGARQUES ONT-ILS PRIS LE PAS SUR L'ARMÉE ?

La grande nouveauté politique algérienne est l'effacement économique de l'armée au profit de plusieurs dizaines de nouveaux venus issus du monde des affaires et qui, jusqu'à ce jour, ont lié leur sort à celui du clan Bouteflika. L'armée n'est donc plus la seule à détenir les clés de la succession présidentielle car elle a été doublée et en partie évincée du pouvoir économique. Le phénomène a débuté entre 1989 et 1991, quand Mouloud Hamrouche était Premier ministre, et que l'économie commença à être libéralisée. Vieillissant, les généraux qui avaient capté la rente pétrolière furent alors petit à petit concurrencés par des hommes d'affaires dont certains bâtirent des fortunes et qui, aujourd'hui constituent une force politique que les observateurs ont trop tendance à négliger, prisonniers qu'ils sont de schémas devenus en partie obsolètes. Or, cette nouvelle force politique est aujourd'hui au service du clan Bouteflika. Mais nous verrons dans le FOCUS n°2 sur l'économie algérienne, que les chefs d'entreprises sont peu satisfaits du régime...

L'ARMÉE POURRAIT-ELLE JOUER UN RÔLE DANS LE DÉNOUEMENT DE LA CRISE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE ?

La question mérite d'être posée alors que l'Algérie est à 6 mois des prochaines élections présidentielles (avril/mai 2019) lors desquelles le clan Bouteflika va jouer sa survie, et, parce que, dans le brouillard algérien, la seule institution encore solide est l'armée. Aussi, de plus en plus nombreux sont ceux qui lui demandent, non pas de faire un coup d'Etat, mais de peser de tout son poids pour sortir de l'impasse politique en poussant le chef de l'Etat à démissionner pour organiser une élection présidentielle anticipée. A ces sollicitations de plus en plus insistantes, l'armée a officiellement répondu qu' « elle est soumise à ses obligations constitutionnelles ».

Un peu d'histoire :

Dès l'indépendance, l'ALN (Armée de libération nationale), – intacte car basée en Tunisie et au Maroc et n'ayant donc pas combattu –, imposa son candidat, Ahmed Ben Bella contre ceux du GPRA et des combattants de l'intérieur. Le 19 juin 1965, comme il tentait de se dégager de l'emprise militaire, il fut renversé par le colonel Boumediène qui le fit enfermer à Tamanrasset ou il resta emprisonné durant seize années. Avec Houari Boumediène, l'armée s'installa au pouvoir durant 13 années, de 1965 à 1978. Devenu le chef tout puissant de l'ALN il transforma cette dernière en outil politique à sa disposition. Mort de maladie le 27 décembre 1977, le colonel Boumediène laissait un pays ruine et corrompu. Début 1978, l'armée lui désigna un successeur en la personne du colonel Chadli Bendjedid. Sans espoir, la jeunesse algérienne se tourna alors peu à peu vers les islamistes qui étaient les seuls à condamner l'insolence de la caste des privilèges qui prospérait sur la misère du peuple. Le 4 octobre 1988, des émeutes de la misère éclatèrent dans tout le pays et l'armée tira dans la foule, faisant des centaines de morts. Pour lâcher du lest, le régime annonça une politique de libéralisation politique et la création du multipartisme. Le courant islamiste s'enfonça alors dans la brèche politique qui s'ouvrait et s'organisa en parti, le FIS (Front islamique de salut) dirigé par Abassi Madani et Ali bel Hadj. Lors des élections municipales de 1990, il obtint un véritable triomphe avant de remporter le premier tour des élections législatives le 26 décembre 1991. Assuré d'obtenir la majorité absolue à l'issue du second tour, il allait être en mesure de transformer l'Algérie en République islamique. L'armée réagit les 11 et 12 janvier 1992 en écartant le président Bendjedid, en annulant les élections et en créant un Haut Comité d'Etat (HCE) de cinq membres dont la présidence fut confiée à Mohammed Boudiaf, un des chefs historiques du FLN qui vivait en exil au Maroc depuis 1965. Mohammed Boudiaf annonça une rupture avec les anciennes pratiques et une lutte totale contre la corruption et après avoir joué son rôle de caution historique au coup de force politique de janvier 1992, il apparut comme un gêneur et fut assassiné par un sous-lieutenant des services de renseignements. Le colonel Ali Kafi fut alors coopté par le HCE, mais étant trop indépendant, au mois de janvier 1994, les plus hautes autorités militaires réunies dans une « Conférence nationale de consensus » décidèrent de l'écarter et d'imposer le général Lamine Zeroual comme « Président de l'Etat ». Le 31 janvier 1994 ce dernier entra en fonctions. Avec lui, l'armée tenta deux politiques à la fois : ouverture pluraliste et lutte contre les islamistes les plus irréductibles desquels elle réussira d'ailleurs à détacher les « modérés » du FIS. Le 16 novembre 1995, le général Zeroual remporta les élections présidentielles contre un candidat islamiste « officiel » et un candidat kabyle, gagnant ainsi une réelle légitimité populaire. N'ayant pas réussi à vaincre le terrorisme, et se trouvant dans une impasse politique, au début de l'année 1999, il décida de se retirer. Le 15 avril 1999, après

Page 6 sur 20

Dossier « l'Algérie après Bouteflika ? et le Maghreb »

réalisé par l'association Espritscors@ire

06 novembre 2018

34 ans de dictature militaire, et alors que le pays était dévasté par la guerre civile déclenchée par les islamistes, l'armée organisa le retour politique d'Abdelaziz Bouteflika en le faisant élire à la présidence de la République. Plusieurs fois réélu et alors qu'il se préparait à solliciter un quatrième mandat, au mois d'avril 2013, il fut victime d'une attaque cérébrale qui le laissa très gravement atteint.

Lors des élections de 2014, le régime a sauvé sa tête en réussissant à faire élire un président impotent, muet et personne sourde, mais une telle farce acheva de discréditer l'Etat aux yeux de la population et d'aggraver encore davantage les fractures de la société algérienne. Comme à chaque fois que le pays se trouve dans l'impasse, la tentation de l'appel à l'armée se manifeste donc à nouveau. D'autant plus que son chef d'état-major, le général Ahmed Gai Salah est réputé s'intéresser personnellement à la succession du président Bouteflika.

Certes, mais l'armée algérienne n'est plus celle des premières décennies postindépendance et cela, pour plusieurs raisons :

- 1) Elle n'est plus monolithique et connaît désormais des fissures internes.
- 2) Elle ne constitue plus la base, le socle du régime car elle a en partie été évincée de ce rôle par les oligarques.
- 3) Les nouvelles générations d'officiers n'ont pas connu la guerre d'indépendance et elles n'appartiennent pas aux clans de leurs aînés qui s'étaient partagé l'Algérie.
- 4) Depuis qu'il est au pouvoir, c'est-à-dire depuis 1999, craignant l'institution militaire, Abdelaziz Bouteflika a tout fait pour l'affaiblir et il importe à ce sujet de se remémorer les épisodes de deux évictions qui semblaient impossibles, à savoir celle du général Larbi Belkebir puis celle du chef du DRS, le général Mohamed Mediene dit Toufik.

L'équipe au pouvoir a donc épuré l'armée au profit du général Ahmed Gaid Salah, chef d'Etat-major et vice-ministre de la Défense. Est-ce pour autant un gage de survie ? Il est permis d'en douter car, lesquels parmi les généraux, notamment chez les nouvellement promus, voudront en effet apparaître liés aux profiteurs du régime quand la rue grondera dans un dramatique contexte économique et social aggravé par l'effondrement du prix des hydrocarbures ? L'Odjak des janissaires[1] pourrait alors être tenté de se refaire une « vertu » à bon compte en donnant au peuple la tête de Saïd Bouteflika et celles de ses proches, avant de placer l'un des siens aux commandes.

[Extrait d'AFRIQUE REELLE n°94 du blog http://bernardlugan.blogspot.com/](http://bernardlugan.blogspot.com/)

[Retour au sommaire](#)

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE : LA RELATION OBLIGÉE

Par Yves Bonnet,
Préfet de région honoraire,
Ancien président du groupe d'amitié parlementaire France-Algérie

Les relations entre l'Algérie et la France ne datent pas d'hier, elles commencèrent avec François I^{er} et dans l'époque contemporaine dès 1827 des liens et des oppositions ce sont développés entre les deux pays, comment peuvent-ils évoluer ?

C'est l'objet de ce HUMEURS du n° spécial : ALGERIE : APRES BOUTEFLIKA ?

Les Français participent-ils encore à la gestion de leurs affaires ? Ceux qui l'affirment excipent de la bonne santé de la démocratie locale, avec nos plus de 35 000 communes, nos 50 000 élus locaux, nos deux (plus une) assemblées et notre président élu au suffrage universel qui se rend désormais annuellement devant le Congrès pour une communication solennelle.

Ceux qui le dénie, en revanche, mettent en avant la personnalisation du pouvoir, caricaturée par la mission confiée à un incompetent irresponsable d'assurer la sécurité du chef de l'Etat, les décisions imposées sans réelle consultation parlementaire ou la restriction du droit de recours ouvert aux citoyens contre les décisions de l'Etat comme cela se prépare en matière d'implantation d'éoliennes.

C'est évidemment un sujet capital quand l'explosion des réseaux sociaux contrôlés par des opérateurs privés et étrangers donne l'illusion d'une ouverture d'un dialogue dont les règles ne sont même pas définies. Mais c'est surtout un enjeu fondamental quand le *dialogue gouvernants – gouvernés* s'appauvrit pour une raison élémentaire : le refus ou l'incapacité des détenteurs du pouvoir à définir leur ligne politique, à afficher leurs priorités, en bref, à prendre leurs mandats pour des adultes responsables et non pour des écoliers interdits dans tous les sens du terme.

Les trois premiers présidents élus au suffrage universel s'étaient pourtant essayés à l'exercice de l'explication de leur politique : Charles De Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ont régulièrement fait œuvre de pédagogie et pris le temps d'expliquer où ils allaient ...et nous avec. Le dernier, qui excellait dans la démonstration, avait porté la pratique à un niveau élevé de persuasion et nous savions alors quels étaient les grands choix de la France, en particulier dans les domaines de l'énergie, de la défense, du commerce extérieur et de la construction européenne.

François Mitterrand ne s'y risqua pas, pour des raisons qui n'appartiennent qu'à lui, mais qui tiennent sans doute à l'accentuation de la dérive monarchique de la France ; Jacques Chirac et sa *politique du chien crevé au fil de l'eau* ne rectifia pas le cap ; Nicolas Sarkozy fut tenté de revenir à la définition de choix clairs mais oublia de l'expliquer aux Français puis s'enferma tout seul dans une restitution de la *politique de la canonnière* avec l'expédition calamiteuse en Libye et le soutien à un *printemps arabe* justement dénoncé comme *hiver islamique* par Jean-Yves Le Drian. Que son successeur ait fait pire encore ne le dédouane pas de d'être manqué à lui-même avant de le faire aux Français.

Or, Nicolas Sarkozy avait pris un bon départ en proposant clairement pour la France une politique méditerranéenne qui répondait à nos intérêts, était compatible avec nos capacités et ne portait ombrage à aucune grande puissance.

Pour bien comprendre la portée d'une politique méditerranéenne, en effet, il faut et il suffit d'acter notre position dans le monde : admise au Conseil de sécurité de l'ONU en qualité de membre permanent, détentrice l'arme nucléaire et membre, de ce fait, du club des EDAN (Etats détenteurs de l'arme nucléaire), première puissance du monde en matière de nucléaire civil, pays compétitif en matière d'exportations agroalimentaires, de constructions navales, d'armement, notre pays pourrait se poser en puissance moyenne « considérable » au sens premier du mot, et jouer, dans sa sphère géographique d'influence un rôle à la mesure de sa capacité. Ni plus, ni moins.

Or notre sphère d'influence est double, européenne et méditerranéenne : nous sommes comme pays fondateur de l'Union européenne et initiateur de toutes les avancées telles que le marché commun, l'euro, la libre circulation des biens et des personnes, un des deux pionniers de sa construction, même interrompue ; en Méditerranée, nous sommes l'interlocuteur naturel du Maghreb, et son terrain d'expansion migratoire naturel. La vision de Nicolas Sarkozy était donc intelligente et de bon sens : que ne l'a-t-il mise en œuvre au lieu de partir guerroyer en Libye sous l'influence d'un philosophe autoproclamé dont un des derniers coups d'éclat a été d'appeler les Algériens à descendre dans la rue pour chasser leur gouvernement et laisser la place au printemps arabe ?

Les faits finissent toujours par commander : devenu terre d'influence française, le Maghreb ne peut se passer de la France, pas davantage que la France ne le peut du Maghreb. Nous y sommes incontournables, et l'immigration constante arrime toujours plus étroitement l'Europe méditerranéenne à l'Afrique nord saharienne. Personne n'est en mesure d'interrompre un processus qui sera perçu dans quelques siècles ou millénaires comme un retour des grandes invasions du début de notre ère. Il faut donc, non pas s'y résigner, mais l'utiliser, le domestiquer, le faire fructifier. On ne peut que subir la dérive des continents, on doit équilibrer celle des peuples et des nations.

Or nul peuple mieux que le français ne dispose d'autant d'atouts pour faire admettre l'algérien en Europe ; nul peuple mieux que l'algérien n'a autant de moyens de faciliter l'entrée de l'Europe dans le sillage de la France sur le sous-continent nord-africain. Que les sceptiques de tous bords aux inspirations contradictoires s'y résignent : aujourd'hui, il est devenu impossible de séparer les deux pays. Les islamistes du GIA et du FIS y ont échoué, les héritiers de l'OAS aussi, et même bien avant eux.

Mal attelés ? peut-être parfois, mais attelés tout de même, et si la loi qui veut que les peuples se rapprochent davantage qu'ils ne se divisent se confirme, l'entente deviendra indissociable.

[Retour au sommaire](#)

L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE : UNE RECONVERSION DÉLICATE À RÉUSSIR.

*Par René Occhiminuti,
Économiste*

A partir d'éléments d' Afrique Réelle et du Quotidien d'Oran

L'économie algérienne est au bord du collapsus. Le désespoir et l'angoisse de la population sont apparents. Certains signes ne trompent pas, comme ces 10 000 médecins algériens qui auraient choisi l'exil et exerceraient en France. Pour autant, l'Algérie est-elle au bord de l'écroulement ? L'avenir le dira.

*C'est l'objet de ce FOCUS du n° spécial : **ALGERIE : APRES BOUTEFLIKA ?***

ENTRE DÉSINDUSTRIALISATION ET EFFONDREMENT DE LA RENTE PÉTROLIÈRE

Depuis l'indépendance, ayant vécu de la rente pétrolière, l'Algérie n'a pas diversifié son économie. Aujourd'hui, elle en paie le prix. D'autant plus que la désindustrialisation se poursuit. L'impasse est donc très grande.

Comme l'a constaté la BAD (Banque Africaine du Développement) dans son Rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique en 2017 à la fin de la décennie 1980, l'industrie manufacturière algérienne hors hydrocarbures représentait 35% du PIB contre 5,6% aujourd'hui. Le recul est donc considérable. Ceci montre que, en dépit des grands discours, l'économie algérienne ne s'est pas engagée dans la voie de la diversification.

Bien au contraire, la désindustrialisation se poursuit, le pays préférant acheter à l'étranger que produire localement.

Les chefs d'entreprises dans une étude réalisée au 1^{er} trimestre marque leur insatisfaction vis-à-vis des actions du gouvernement et de leurs impacts sur la vie des affaires :

- Très faible qualité de la gouvernance de l'Etat, car faite sans concertation et par voie de décret,
- L'offre de financement insuffisante freinant la croissance et le développement des entreprises
- L'absence de compétitivité dans le secteur financier avec une dominante de banques publiques
- Une pression fiscale et parafiscale trop importante
- Un manque de formation du personnel ne permettant pas de trouver la main d'œuvre qualifiée nécessaire.

Quelles sont les principales manifestations de la crise économique algérienne :

– Une croissance du PIB (3,2% en 2016 et 2,7% en 2017) ne permettant pas de lancer une grande politique de diversification de l'économie.

- Le gaz, 40% des exportations des hydrocarbures, doit faire face à une sérieuse rivalité russe en Europe. Quant aux réserves de pétrole, elles sont en voie d'épuisement.
- Le FRR (Fonds de régulation des recettes) sera tari prochainement puisque, selon certaines sources, il ne lui resterait plus que 100 milliards de dinars (726 millions €) utilisables. Les avoirs restants seraient en effet de 840 mds de dinars (6,1 mds €) et il est interdit de descendre au-dessous de 740 mds de dinars (5,4 mds €), une somme bloquée pour les urgences vitales. Or, le FRR permet de financer les importations sans lesquelles l'Algérie serait en famine ou contrainte d'emprunter des sommes considérables.
- La pression démographique est de retour. Les Algériens étaient ainsi 41,2 millions le 1er janvier 2017, avec un excédent naturel annuel des naissances de 858 000 soit un taux d'accroissement annuel de 2,15%. Aucun espoir de ralentissement n'est prévisible en raison du poids de plus en plus fort de la religion dans la vie de tous les jours.
- Le chômage des jeunes atteint au minimum 35%, la misère sociale est inquiétante, à telle enseigne que certains observateurs ne craignent pas de parler de « clochardisation » d'une partie de la population. Quant à la société, elle paraît totalement fermée et incapable de se reformer.
- Avec près de 2 millions de fonctionnaires, l'administration est encore plus pachydermique que le mammoth français dont elle est l'héritière.

UN PETIT RAYON d'OPTIMISME :

L'ALGERIE dispose de colossales richesses naturelles, 16e producteur mondial de pétrole – mais des réserves qui n'excèderaient peut-être pas plus de 20 ans de production -, 8e producteur de gaz naturel, elle extrait également du fer, du zinc, de l'or, de l'uranium et du lithium.

Elle fait actuellement des efforts pour développer son autosuffisance alimentaire, de l'ordre de 75%, le grenier à blé des romains est obligé d'importer du blé, l'élevage est insuffisant, le lait manque...), elle développe une politique de concessions de 40 ans, renouvelables, aussi bien pour des grandes exploitations, jusqu'à 1000 hectares, si ces terres n'étaient plus exploitées comme elle l'étaient à la période française, que pour d'autres plus petites concédées aux membres des coopératives. Dans les régions riches on retrouve des céréales, de la vigne (qui avaient disparues depuis des dizaines d'années) et des cultures maraichères ou fruitières sous serres, avec des usines de conditionnement alimentaire ... (très récemment des droits de douanes ont été mis en place pour taxer les exportations de légumes frais qui revenaient importés parce que conditionnés en conserves ou surgelés par les pays voisins, comme la Tunisie !!!),

Dans le domaine du transport un effort est fait : les aéroports sont agrandis et modernisés, des tramways implantés dans les villes, les infrastructures ferroviaires et autoroutières sont en cours de finalisation sur la bande côtière. De ce fait le marché automobile explose et le gouvernement a enfin taxé les importations de véhicules neufs pour créer des usines de montage sur place.

L'Algérie au problème d'eau pour son agriculture mais aussi dans les villes qui poussent comme des champignons pour faire face à la poussée démographique, la seule solution est la construction d'usine de dessalement d'eau de mer.

Le secteur du bâtiment des travaux publics est très actif.

Le tourisme, depuis 2 ans commence, avec l'aménagement de quelques sites touristiques, longtemps abandonnés, des rénovations de musées, la construction de complexe hôteliers, l'assouplissement, pour les touristes, des règles de sécurité à l'intérieur du pays.

Le gouvernement algérien semble conscient des efforts à faire mais plus de 50 ans d'erreurs économiques, d'une économie très soviétisée ne lui facilite pas la tâche.

Mais aura -t-il le temps, les moyens entre autres financiers et la volonté de faire face à cette situation économique difficile, dans un contexte politique très incertain.

[Retour au sommaire](#)

ALGÉRIE : RAPPORT D'ÉTONNEMENT

*Par Pierre JOUCLA,
André et Réjane GALY,
Michèle NAVAS,*

Membres de l'association espritcors@ire

Par un groupe d'amis « pieds noirs » (professions libérales, responsables d'entreprises...) qui sont retournés en Algérie en mai dernier. Pour certains c'était la première fois depuis 1962, pour d'autres c'était il y a une dizaine d'années. Ils sont allés de l'Algérois à l'Oranie en passant par la bande côtière, Tipasa, Orléansville, Mostaganem, puis Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Ain-Temouchent...

Nous avons bien sûr trouvé le pays magnifique et potentiellement riche d'un bel avenir. Toutefois nous en revenons avec des sentiments contrastés et partagés :

DES POINTS POSITIFS :

- La joie des retrouvailles, pour nous pieds noirs, du pays de notre adolescence !
- Un accueil chaleureux voir même nostalgique de « pieds noirs » qui reviennent voir le pays : L'attitude des algériens côtoyés dans les rues, lors de nos ballades nous a étonné par leur accueil chaleureux et le nombre de « bienvenue » claironné à notre égard. Contrairement aux positions des différents gouvernements algériens depuis l'indépendance qui ont toujours agressé diplomatiquement la France et au sentiment très répandu dans l'opinion française d'une culpabilité post-coloniale, la population algérienne conserve une certaine sympathie pour ne pas dire empathie pour les français. Le sentiment d'une relation entre nos peuples, plus particulièrement pieds noirs /algériens, qui n'est pas dégradée, ou qui retrouve une réalité positive après que les passions, dues à la guerre d'indépendance, se soient atténuées au cours des années.
- L'étonnement positif par rapport au développement des infrastructures : réseau autoroutier, voies ferrées, universités, aéroports, rénovation des quartiers, installation d'usines, disparition des bidonvilles...
- Quelques belles réalisations architecturales modernes ou en réhabilitation : Monuments, bâtiments administratifs, immeubles, mosquées (la plus grande mosquée du monde réalisée par Bouteflika).
- De nouveaux quartiers dans les villes avec de belles avenues qui sont plus fréquentés que les centres historiques que nous avons connus, qui lui est un peu délaissé (immeubles délabrés, mal entretenus, rues ou trottoirs non réparés, mais à Alger ou à Oran, depuis quelques mois, de beaux immeubles d'habitation des années trente sont en cours de restauration).
- La construction impressionnante d'immeubles d'habitation, y compris en rase campagne sous forme de villes champignons au milieu de nulle part.

- Dans la campagne l'agriculture qui redémarre depuis quelques années et bien sûr dans le Témouchentois pays de vigne par excellence, celle-ci a pratiquement disparu et est remplacée par des céréales. La récolte était prometteuse grâce à une bonne pluviométrie printanière. Bonne pioche pour l'Algérie car celle-ci est devenu le 1^{er} importateur mondial de blé, démographie et forte hausse sur le marché mondial des céréales obligent.
- Une manifestation religieuse œcuménique à Santa Cruz inattendue mais avec beaucoup de monde
- Une présence significative de la langue française, sur les documents officiels comme sur les panneaux indicateurs ou publicitaires plutôt en français qu'en arabe dans les centres villes.

DES INQUIÉTUDES ET DES QUESTIONS :

- Une démographie galopante avec une jeunesse aculturée : peu de nouveaux lycées et quelques universités.
- Une très forte population jeune et inactive qui peuple les rues des grandes villes et donne une idée du niveau de chômage qui à court terme représente pour ce pays un problème insoluble à gérer compte tenu d'une gouvernance qui n'a rien fait pour prendre en compte l'explosion démographique et l'avenir de cette jeunesse.
- Deux populations qui se côtoient dans les villes : Celle habillée à l'européenne des classes moyenne et supérieure et celle des quartiers populaires avec des femmes voilées et portant l'abaya noire alors qu'il y a 50 ans elle portait le haïk blanc...
- Un urbanisme anarchique avec un entretien insuffisant dans certains quartiers des villes, dû à l'exode rurale de survie et de sécurité des années 90.
- La non exploitation du capital touristique du pays et le peu d'intérêt porté aux rares infrastructures existantes (offre, organisation, entretien). Nous avons été très déçus par l'anarchie immobilière, la dégradation et la saleté des plages que nous avons connues.
- Une économie mal définie avec une inflation massive et la présence de 70 000 chinois (la première communauté étrangère)
- Une tolérance affichée-trop affichée, nous semble-t-il par rapport à toutes les expressions de l'Islam et des religions en général.
- L'influence de la Turquie qui rénove les mosquées et apporte un mécénat culturel très apprécié de la population.
- Un régime politique à bout de souffle dont personne ne parait savoir ce qu'il va devenir. Notre voyage se terminant nous avons été heureux de retrouver le pays de notre jeunesse et malheureux d'être devenu dans ce pays des étrangers... Voilà ! mais ce voyage restera inoubliable.

[Retour au sommaire](#)

REDÉCOUVRIR LE MAGHREB

Par le CLUB DES VINGT

Hervé de CHARETTE, Roland DUMAS, (anciens ministres des Affaires Etrangères), Bertrand DUFOURCQ, Francis GUTMANN -Président du Club-, Gabriel ROBIN (Ambassadeurs de France), Général Henri BENTEGEAT, Bertrand BADIE (Professeur des Universités), Denis BAUCHARD, Claude BLANCHEMAISON, Hervé BOURGES, Rony BRAUMAN, Jean-François COLOSIMO, Jean-Claude COUSSERAN, Dominique DAVID, Régis DEBRAY, Anne GAZEAU-SECRET, Jean-Louis GERGORIN, Renaud GIRARD, Bernard MIYET, François NICOULLAUD, Marc PERRIN de BRICHAMBAUT, Jean-Michel SEVERINO, Pierre-Jean VANDOORNE (secrétaire général).

1. Une région délaissée

Pour les Français, le Maghreb est comme un voisin si familier qu'on ne le regarde plus vraiment, sauf à dénoncer ses défauts. Cette attitude semble d'autant plus déraisonnable qu'historiquement, humainement et économiquement ces pays sont aussi proches, voire davantage que certains pays européens.

Plus de cinquante ans après les indépendances, nous avons tendance à considérer le Maghreb à partir d'idées toutes faites. Or la population du Maroc de trente cinq millions d'habitants en 2017, passera à quarante millions en 2050, celle de la Tunisie de onze millions et demi à quinze millions et celle de l'Algérie de quarante deux à soixante cinq millions. Nous voyons dans le Maghreb une zone où nos intérêts demeurent nécessairement privilégiés alors que s'y affirme la concurrence des Etats-Unis, de la Chine, de certains pays européens, et que s'y exerce l'influence agissante des pays du Golfe. Au reste, leurs économies, restant largement tributaires des importations traditionnelles, n'ont guère changé depuis un demi-siècle. Les pays d'Asie qui étaient alors au même niveau économique, se sont portés eux à l'avant-garde du progrès. Ils ont développé la recherche et l'innovation. Ils fabriquent et exportent des produits très évolués, devenant ainsi parmi les pays les plus dynamiques au monde.

Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie continuent néanmoins de présenter une importance majeure pour la France. Aux intérêts multiformes qu'ils présentent pour elle, s'ajoute l'existence de plusieurs millions de citoyens français originaires de ces pays et ayant souvent la double nationalité. Il y a en outre en commun les problèmes migratoires et la menace terroriste.

Quelles que puissent être les grandes déclarations faites de temps à autre à ce propos, il n'existe pas de Maghreb uni. Les pays en sont largement différents et de surcroît leurs relations sont souvent difficiles, en particulier entre le Maroc et l'Algérie à propos du Sahara ex espagnol.

2. Le Maroc : incertitudes

Le Roi du Maroc a su faire face habilement aux premiers signes d'agitation née du Printemps arabe en évitant tout débordement des forces de l'ordre et en faisant adopter une réforme de la

constitution comportant un élargissement des pouvoirs du premier ministre. Il a en même temps engagé une politique réformatrice, prônant un Islam de tolérance et de dialogue dans une société encore conservatrice. Le PJD, de sensibilité islamiste, a remporté les élections de 2011. Mais en 2016, un gouvernement de coalition a suivi. A présent, le premier ministre, El Othmani est un proche du Roi. Chaque ministre est doublé d'un conseiller du Makhzen et les domaines les plus sensibles restent traités par le Roi et son entourage. La monarchie marocaine est donc loin d'être une monarchie constitutionnelle. L'ordre règne, et la menace terroriste est contenue. Cependant mille cinq cents Marocains environ ont rejoint Daesh ou Al-Qaïda. La surveillance des médias a été renforcée et des journalistes ont été arrêtés.

La politique de développement économique est surtout financée par des investissements étrangers et l'aide internationale, notamment celle de la France. Elle se caractérise par la mise en place d'infrastructures de transport et par l'amorce d'une industrialisation dans l'automobile et l'aéronautique. Mais l'économie reste dépendante de l'agriculture. Compte tenu, il est vrai, du développement démographique, le PIB par habitant diminue et les inégalités s'accroissent. Un tiers de la population est analphabète. D'autre part les tensions entre Arabes et Berbères conduisent à des affrontements souvent violents dans le Rif et au Sud.

A cette fragilité générale s'ajoutent les absences fréquentes du Roi et ses nombreux voyages à l'étranger.

Largement tourné vers l'Afrique, le Maroc mène une politique habile réintégrant récemment l'UEA sans faire de concession sur le Sahara et adhérant au CEDEAO.

Par-delà des péripéties, comme les poursuites engagées par un juge français contre le chef des services de renseignements marocain, la relation entre la France et le Maroc est bonne et la présence française reste forte dans tous les domaines. La France est le premier investisseur étranger et le deuxième partenaire commercial. Il y a sept cent cinquante entreprises françaises au Maroc, avec cent vingt mille emplois. Le Maroc est le premier bénéficiaire de l'Agence Française pour le Développement. Les deux tiers des élèves des lycées français sont marocains et trente cinq mille étudiants font leurs études en France. Il y a d'autre part une collaboration étroite dans les domaines militaire et de sécurité.

3. L'Algérie : un pays toujours en transition

Le régime politique reste caractérisé depuis l'indépendance par l'emprise de l'armée et des services de renseignements –malgré les efforts du Président Bouteflika pour s'affranchir de cette tutelle-. La situation aujourd'hui s'apparente à ce qu'un de nos anciens ambassadeurs a appelé « une momification du pouvoir ». Le Président Bouteflika est très affaibli physiquement. On évoque pour lui la perspective d'un cinquième mandat. Mais les luttes pour la succession se poursuivent et s'aggravent entre le clan de Tlemcen, mené par le frère du président, et le clan de l'Est. L'armée pour sa part n'a pas encore pris parti. Des purges ont été faites récemment dans la police et dans l'armée pour corruption et abus de pouvoir.

Le souvenir de la guerre civile des années 90, avec ses deux cent mille morts, explique la faible mobilisation au moment du Printemps arabe, d'autant que le gouvernement a acheté la paix sociale par des mesures cosmétiques. La politique de réconciliation promue par le président a conduit une islamisation de la société et à la création sous surveillance de partis islamistes. L'ordre règne sur une grande partie du territoire, cependant il y a des séquelles de terrorisme dans les massifs montagneux du Nord et du Sahara. Par ailleurs, des contestations d'ordre social et d'inspiration islamique s'élèvent ici ou là.

Avec l'agriculture de la Mitidja et ses ressources minières et en hydrocarbures, l'Algérie devrait être un pays riche. Mais elle a souffert pendant longtemps d'un modèle dit socialiste de développement. Si ce dernier a laissé sa place à l'initiative privée, celle-ci est soumise à un contrôle de l'Etat et à une bureaucratie pesante. L'agriculture est totalement sinistrée. Après plusieurs décennies d'une industrialisation fondée sur quelques grands projets industriels peu générateurs d'emplois, une nouvelle forme de développement s'esquisse à travers des PME dynamiques. Mais l'Algérie reste fortement dépendante des hydrocarbures (60 % des ressources budgétaires et 95 % des ressources en devises). L'économie informelle est devenue considérable et représente de l'ordre de 50 % du PIB.

Les relations entre la France et l'Algérie tiennent à la fois de la paranoïa et de la schizophrénie. Les Algériens ont toujours le sentiment que la France veut s'immiscer dans leurs affaires intérieures. Mais la population reste attentive à la France et suit sur nos chaînes de télévision tout ce qui la concerne. Beaucoup d'Algériens souhaitent se rendre facilement en France et y faire étudier leurs enfants. Sous des formes diverses, les Présidents Chirac, Sarkozy et Hollande ont dénoncé les excès de la colonisation. Le Président Macron, alors candidat, est allé jusqu'à parler de « crimes contre l'humanité ».

4. La Tunisie : démocratie et fragilité

La Tunisie est le seul exemple réussi des révoltes arabes. Après l'échec de deux gouvernements, dirigés par le parti islamiste Ennahdha, une nouvelle constitution a été approuvée et des institutions démocratiques ont été mises en place. Des élections législatives ont eu lieu dans la plus grande transparence et un gouvernement de coalition a été constitué avec Ennahdha. La liberté d'expression est totale et il n'y a pas de prisonniers politiques. La société civile, très importante en Tunisie, a joué un rôle important dans cette évolution.

Mais la situation est à présent fragile. De fortes tensions, au sein du principal parti laïc, Nidaa Tounes, ont conduit à sa scission. Le fils du Président Caïd Essebsi cherche à prendre le contrôle du parti et à préparer une succession dynastique. Il est en conflit avec le premier ministre. Ennahdha pourrait mettre à profit cette situation. Il a déjà remporté les élections municipales. L'annonce par le président de grandes réformes sociales a provoqué la crispation des milieux conservateurs. L'élection présidentielle de 2019 aura lieu sans le président, âgé de 91 ans.

La menace terroriste reste présente après les attentats de 2015. Plus de cinq mille Tunisiens sont allés en Libye et en Syrie rejoindre l'Etat islamique. Le groupe salafiste Ansar Achariaâ conserve une action souterraine après avoir fait allégeance à Al-Qaïda, puis à l'Etat islamique. Malgré un redressement dans le textile et le tourisme, l'économie tunisienne n'a pas retrouvé le niveau antérieur à 2011. Les investissements tunisiens et étrangers restent dans l'expectative. Il y a des mouvements sociaux. Les écarts entre la côte, l'intérieur et le Sud aggravent les tensions. Beaucoup de Tunisiens, en particulier appartenant aux élites, quittent le pays.

Après la période de soutien français prolongé à Ben Ali, les relations entre la France et la Tunisie sont redevenues bonnes. Les entreprises françaises ont été incitées à demeurer en Tunisie. Celle-ci bénéficie d'importants concours de l'Agence Française de Développement et nous appuyons les démarches de Tunis auprès des organisations internationales.

5. Une politique maghrébine

Une politique dans les pays du Maghreb doit être différenciée. Mais elle doit comporter un certain nombre de recommandations communes :

- maintenir des relations équilibrées entre les trois pays, sans paraître en privilégier aucun ;
- éviter tout ce qui pourrait être interprété comme une ingérence dans leurs affaires intérieures ;
- consolider la présence économique française et privilégier davantage que par le passé les PME génératrices d'emplois ;
- se concerter avec les pays du Maghreb pour une meilleure maîtrise des filières migratoires ;
- mieux connaître les structures et les évolutions maghrébines, pour lesquelles il y a de moins en moins d'experts en France ;
- multiplier et diversifier les relations entre les sociétés civiles, en particulier par les universités et les professions libérales ;
- favoriser la coopération décentralisée entre les régions et les grandes villes ;
- relancer une coopération culturelle qui devrait être un point fort dans nos relations : enseignement du français, délivrance de bourses, accueil d'étudiants, ainsi que l'audiovisuel ;
- renforcer le mécanisme 5+5 dont le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont les membres les plus actifs.

Il serait utile de mettre en place un comité interministériel qui, conduit par le Quai d'Orsay, piloterait et coordonnerait les actions françaises au Maghreb. Ce comité pourrait s'appuyer sur une sorte de plan stratégique qui, partant d'un état des lieux établi par pays et par secteur et d'une synthèse d'évolutions possibles de chaque secteur, définirait des actions concrètes à mener pour conserver ou acquérir des positions fortes sur un certain nombre de points choisis.

ooo

Mais rien ne pourrait être fait qui vaille si l'on ne prend pas en considération le fait qu'après des décennies d'immobilisme, les sociétés maghrébines commencent à bouger sous l'effet de deux mouvements différents : d'une part une contestation sociale, exploitée par l'islamisme, d'autre part une plus grande ouverture au monde extérieur et l'aspiration à davantage de liberté en particulier chez les plus jeunes.

L'entassement dans les villes, des espaces ruraux restés très en retard, l'exode rural, ne sont pas choses nouvelles. Mais aujourd'hui, le mécontentement s'exprime, notamment par les réseaux sociaux, il y a ici et là des micro-manifestations en Algérie. Plus généralement, on assiste à l'éveil d'une « sous-culture » contestataire. L'influence islamique se répand à partir des régions proches. Le groupe salafiste armé Ansar Eddine, venant du Mali, s'installe en Tunisie et commence à y recruter.

Les sociétés avaient été longtemps soumises et enclavées. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Il y a le rôle des réseaux sociaux, mais également des manifestations dans des quartiers et dans des petites villes. L'économie informelle se développe rapidement. De plus en plus de personnes commencent à circuler entre les trois pays du Maghreb. Les plus jeunes aspirent à ce qu'une place accrue soit reconnue à l'individu. Une autre société émerge.

L'avenir dépendra largement de l'équilibre qui pourra s'établir ou non entre des pouvoirs qui entendront rester forts et des sociétés s'émancipant d'une façon ou d'une autre.

*Avec l'aimable autorisation, du **Club des Vingt**.*

Siège social : 38 rue Clef, 75005 Paris. Adresse e-mail : contact@leclubdes20.fr

[Retour au sommaire](#)